

Les ambitions internationales du Soudan islamiste

LE Soudan n'avait guère fait parler de lui dans les années 80 et son rôle d'acteur sur la scène internationale était largement défini par rapport à des conflits ou des tensions dont il n'était pas à l'origine : la Libye était un encombrant voisin, les divers fronts de libération érythréen et éthiopiens avaient pignon sur rue à Khartoum...

Tout parut changer après le coup d'État en juin 1989, lorsque les militaires inspirés par les islamistes du Front national islamique (FNI) s'emparaient du pouvoir et mettaient fin dans la passivité générale à une expérience démocratique (dont les limites étaient cependant manifestes au Sud-Soudan déchiré par une guerre civile sanglante ignorée par les médias occidentaux). Il est vrai que d'autres événements ébranlaient alors l'ordre international avec la chute du mur de Berlin.

Néanmoins ce changement ne fut réellement pris en compte qu'après la guerre du Golfe, au printemps 1991 : d'une part le régime qui avait eu un profil bas sur son identité islamiste durant les deux premières années l'affirmait soudain plus nettement tant au niveau intérieur qu'au plan international ; surtout, la tenue d'une Conférence populaire arabo-islamique (1) sous la houlette de Hassan al-Tourabi soulignait la capacité du régime soudanais et de ses mentors de polariser les oppositions islamistes ou nationalistes radicales aux régimes arabes.

Simultanément, les chancelleries occidentales s'inquiétaient de l'accueil donné à des groupes qualifiés de terroristes et du rôle de plate-forme logistique que le Soudan islamiste pouvait jouer sur la scène proche-orientale à un moment où les sanctuaires traditionnels s'effaçaient. Enfin, le talent médiatique de Hassan al-Tourabi, dirigeant du FNI, faisait merveille devant des diplomates, des journalistes et quelquefois des chercheurs, qui trouvaient en lui un théoricien du mouvement islamiste moderniste et volubile. Qu'importait la réalité autrement plus glauque de la guerre civile, d'un

système répressif d'une brutalité jamais connue au Soudan ; Hassan al-Tourabi s'exprimait si clairement en français et en anglais que ses déclarations se suffisaient à elles-mêmes.

Il convient de revenir un instant sur les raisons d'un tel succès qui peuvent être résumées comme la conjonction d'une ambition longuement mûrie et d'un contexte international tout à fait spécifique.

Les contrecoups de la guerre du Golfe

La guerre du Golfe marque très certainement la fin d'une période dans le monde arabe dont les conséquences se font sentir jusqu'à aujourd'hui. Sans entrer ici dans la complexité des transformations induites dans cette région, deux aspects sont particulièrement importants pour l'analyse du Soudan.

La première est la très forte polarisation qui s'est produite alors entre forces politiques, basée sur la position adoptée vis-à-vis de l'occupation irakienne du Koweït et de l'intervention internationale pour y mettre un terme. La plupart des mouvements islamistes ou nationalistes radicaux se ralliaient à un régime qui avait porté des coups sévères à leurs sympathisants au nom de l'anti-impérialisme et du refus d'un ordre américain sur le Golfe. Les élites dirigeantes d'États comme le Koweït et l'Arabie saoudite, qui avaient fait preuve d'une grande permissivité vis-à-vis des groupes fondamentalistes, réalisaient alors avec amertume que leur soutien financier n'était pas payé en retour d'un appui politique.

Au moment de l'occupation du Koweït par l'Irak, les dirigeants soudanais hésitaient. Les islamistes n'avaient aucune sympathie pour le Ba'ath irakien puisque celui-ci développait un projet aux antipodes du sien et n'avait pas hésité en 1988 à abattre durant le congrès du FNI un islamiste irakien de renom, Baqer Hakim ; les relations étaient d'autant plus tendues que les admirateurs soudanais de Saddam Hussein se recrutaient dans des couches sociales en concurrence musclée avec les islamistes (la « tribu des diplômés » et les militaires). C'était cependant sans compter sur les liens très forts qui unissaient les officiers supérieurs des deux armées grâce aux stages de formation dans les académies militaires irakiennes et l'anti-américanisme viscéral du général-président Omar el-Beshir : celui-ci fit une déclaration de soutien intempestive jetant le trouble pendant quelques jours dans la nouvelle élite dirigeante soudanaise. Les travailleurs soudanais émigrés au Koweït

(1) F. Burgat, « La Conférence populaire arabe et islamique », *Maghreb-Machrek*, 148, 1995.

purent rentrer au pays avec de belles voitures qui ne leur appartenaient pas toujours, réglant pour quelques temps la crise des transports dans la capitale soudanaise. Les islamistes, après une période d'indécision, endossaient cette position car les gains politiques paraissaient finalement appréciables : jouant sur leur double facette d'État et de mouvement, ils pouvaient prendre la tête de cette opposition multiforme à l'ordre américain en mettant en cause le conservatisme des régimes arabes alliés aux Occidentaux et en se faisant les hérauts d'un nouvel ordre islamique, indépendant et populaire.

Ce changement d'attitude était facilité par les ambitions propres développées par le FNI. En effet, le projet d'une Conférence arabo-islamique réunissant tous les mouvements islamistes du monde arabe avait déjà été discuté durant son Congrès de 1988. Il n'avait pu voir le jour à cause de la crise politique dans laquelle le Soudan s'enfonçait alors. Une autre difficulté était le rayonnement, très limité alors, des islamistes soudanais : certes, le FNI entretenait déjà des relations avec le mouvement palestinien Hamas, le mouvement En-Nahda de Tunisie, le Parti du travail égyptien, le parti Al-Islam au Yémen mais les relations avec les autres groupes, notamment du Maghreb, étaient nettement plus épisodiques. De plus, l'image du Soudan dans le monde arabe n'était pas la meilleure : pays en ruines, confronté à une crise économique récurrente, avec une capitale aux rues défoncées, un téléphone toujours aux abonnés absents, pratiquant un islam très marqué par des pratiques confrériques peu conformes à l'idéal salafiste, il n'offrait pas la part de rêve moderniste que de nombreux militants recherchaient.

Cette prétention à conduire les mouvements islamistes et à jouer un rôle sur la scène arabe et internationale figurait bien sûr dans les ambitions personnelles du dirigeant charismatique du FNI mais aussi dans un orgueil blessé d'une grande partie de l'élite nord-soudanaise. « Arabes de la frontière », de nombreux instruits n'étaient pas hostiles à une réaffirmation de leur identité alors que leurs voisins la considéraient avec quelque suffisance. Pays situé à la bordure des mondes arabe et africain, le Soudan avait été colonisé par l'Égypte et restait perçu comme peuplé d'Africains vaguement islamisés ; de plus, sa situation économique difficile paraissait en faire un État atteint d'une mendicité chronique. Ce racisme ou, au mieux, ce paternalisme condescendant était évidemment très mal vécu par des cadres soudanais qui, travaillant dans les États du Golfe, voyaient une corruption des mœurs et une fragilité de l'administration qu'ils pouvaient comparer avec leur situation nationale finalement plus avantageuse. Voir le Soudan jouer un rôle et être plus respecté sur la scène internationale trouvait donc un assez large écho, même s'il y avait bien des nuances sur la manière de procéder...

A cette revanche sur l'histoire s'ajoutait un argument partagé par la direction des islamistes soudanais. Conduits par Hassan al-Tourabi, ils estimaient non sans de bonnes raisons représenter un modèle nouveau, plus en phase avec les demandes sociales que les islamistes s'efforcent ordinairement de capter (2). En effet, ils se pensaient beaucoup plus intégrateurs vis-à-vis de groupes sociaux souvent délaissés malgré leur efficacité dans l'action sociale, comme les femmes, ou vis-à-vis de pratiques hétérodoxes de l'islam (mettant initialement plus l'accent sur la lente éducation que sur l'imposition de normes rigoristes), ou encore vis-à-vis de courants politiques en pleine mutation (ainsi l'arabisme des pères fondateurs où l'islam joue un rôle plus net dès la fin des années 70).

Ce désir ne correspondait cependant pas uniquement à un désir idéologique qu'on pourrait ramener de loin en loin au thème de l'Umma et du califat retrouvé. Il correspondait également à des exigences plus prosaïques, et pour tout dire financières. Le Soudan est un pays pauvre, au moins aujourd'hui, et les ambitions intérieures et internationales du « projet civilisationnel » des islamistes ne pouvaient se financer simplement sur les deniers d'un État pratiquement en banqueroute et soumis depuis 1990 à la lancinante question de son expulsion du Fonds monétaire international : il importait de mobiliser sur la longue durée des ressources conséquentes tant de la part des riches commerçants islamistes, des institutions islamiques (via la *zakat* (3)), des États qui, à un titre ou à un autre, sympathisaient avec certains de leurs objectifs (Iran, Irak, Afghanistan).

Assumer un tel leadership comportait également certaines tâches auxquels les islamistes soudanais se plièrent avec enthousiasme. Disposant d'un État, ils étaient en mesure de fournir des services que d'autres devaient abandonner à cause des réaménagements politiques consécutifs à la défaite irakienne. Le plus remarquable est sans nul doute l'hospitalité (et un peu plus) allouée fort généreusement aux groupes terroristes et autres « Afghans » (combattants arabes en Afghanistan) qui trouvaient jusqu'en 1991 assez facilement un gîte soit dans certains pays de l'Est (cela prend fin avec la chute du mur de Berlin), soit en Syrie, en Irak, en Libye, etc. En effet, la Syrie profitait de son rapprochement avec les États-Unis dans la crise du Golfe et adoptait un profil bas sur ce pan de sa politique, compte tenu de l'enjeu qui se dessinait derrière la reprise des négociations israélo-palestiniennes : le retour du Golan occupé depuis 1967. L'Irak avait des problèmes plus urgents que de provoquer à nouveau l'ire américaine : les sanctions, les limita-

(2) R. Marchal, « Éléments d'une sociologie du Front national islamique », *Les Études du CERJ*, 5, 1995.

(3) Voir l'article de J. Bellion-Jourdan dans ce numéro.

tions de souveraineté sur certaines parties de son territoire l'invitaient à rechercher des appuis internationaux que la protection de terroristes pouvait limiter. Le régime libyen devait faire face à une agitation islamiste et ne montrait plus la disponibilité d'antan (4).

Parmi ces hôtes, plusieurs sont remarquables à l'instar de Carlos et valent au Soudan une publicité dont il se serait passé. Le premier est Oussama Ben Laden, citoyen saoudien (il est déchu de sa nationalité en 1994) qui fut un temps l'homme lige de la CIA pour l'envoi de recrues arabes contre l'URSS en Afghanistan. Financier de grand talent, il s'installait à Khartoum, se mettait en affaires avec le régime, tout en maintenant des activités nettement plus contestables : il serait impliqué notamment dans les attentats contre les bases américaines en Arabie saoudite. Le second a eu un destin autrement plus médiatique : Cheikh Omar Abd el-Rahman, dirigeant du Jihad égyptien, arrivé aux États-Unis après un long séjour à Khartoum, fut reconnu coupable en janvier 1995 dans le procès de l'attentat du World Trade Center à New York. D'autres personnalités, comme le dirigeant du mouvement tunisien En-Nahda, Ghanouchi, eurent droit pendant quelque temps à des passeports diplomatiques. Sans évoquer des personnages moins connus mais aux titres aussi fameux, on comprend pourquoi certains États, à commencer par les États-Unis et Israël, ont été préoccupés par leur présence à Khartoum...

Ambiguïtés américaines, hostilité israélienne et indécision égyptienne

Contrairement sans doute à une idée reçue, la diplomatie américaine n'a eu dans les années 70 et 80 qu'un intérêt très relatif pour le Soudan. L'essentiel, pour elle, était moins la nature du régime que sa bonne volonté à accorder des facilités et des services lorsque le besoin s'en faisait sentir. Car l'enjeu se limitait à deux pays voisins, l'Éthiopie de Mengistu Haïlé Mariam et la Libye de l'imprévisible colonel Qaddafi. Le maréchal Nimeyri, arrivé au pouvoir en 1969, s'était rapidement débarrassé des communistes, après deux ans de difficile cohabitation, et avait prouvé son ancrage au camp occidental de multiple manières : participation aux manœuvres Bright Stars de la Force de déploiement rapide, aide logistique au Darfour à Hissene Habré et à ses mentors français, égyptiens et américains, soutien aux accords de Camp David (seul

(4) Le colonel Qaddafi fit d'ailleurs sensation lors de visites à Khartoum dénonçant un islamisme dont il côtoyait les meilleurs représentants. Un certain rap-

prochement se produit en octobre 1996 avec la signature d'un accord de coopération dont la concrétisation se fait attendre (sauf pour les aspects sécuritaires)...

État arabe avec Oman à le faire) dans le cadre d'une alliance stratégique avec l'Égypte, facilités octroyées aux mouvements érythréens et éthiopiens en lutte contre Addis-Abeba.

La guerre au Sud-Soudan en 1983 et ses développements jusqu'à aujourd'hui ont longtemps laissé de marbre le Département d'État : peut-être parce que John Garang, le dirigeant de l'APLS (Armée populaire de libération du Soudan), était perçu comme un marxiste allié à des marxistes, peut-être parce que cette guerre empêchait Chevron de poursuivre ses recherches pétrolifères et d'en engranger les résultats. Les Américains étaient également très sensibles aux très nombreuses violations des droits de l'homme perpétrées par l'APLS qui n'était visiblement pas en cour au Département d'État. Le coup d'État de 1989 entraîna certes un arrêt de l'aide à Khartoum mais il s'agissait d'une disposition légale. De fait, la priorité américaine (si elle existait !) à ce moment-là se situait plus sur le versant éthiopien où le régime Mengistu accumulait les défaites militaires. L'enjeu était de taille : le contrôle des rives de la mer Rouge...

Ce n'est qu'au printemps 1992 que se manifestaient publiquement les appréhensions américaines : l'ambassadeur Robert Houdek (5) était dépêché à Khartoum pour s'inquiéter du nombre de terroristes présents dans la capitale soudanaise. Durant l'été, l'assassinat par l'armée de deux membres de l'USAID au Sud-Soudan augmentait encore la tension. A partir de l'attentat du 24 juin 1993 à New York où cinq détenteurs de passeport soudanais furent arrêtés, l'hostilité de Washington ne faiblissait plus : le Soudan était mis sur la liste des États terroristes en septembre et la dégradation des relations était manifeste jusqu'à la quasi-fermeture de l'ambassade à Khartoum en février 1996.

Le Soudan est accusé alors d'être devenu par la grâce de Hassan al-Tourabi La Mecque du terrorisme international. Des accusations plus ou moins fondées sur des faits irrécusables sont communément citées : l'octroi de passeports diplomatiques soudanais à des terroristes, le transfert d'armes destinées aux mouvements islamistes vers l'Égypte et l'Algérie, les camps d'entraînement militaire où des recrues de diverses nationalités sont formées par des Pasdaran iraniens et des « Afghans » en quête de nouveaux champs de bataille, le soutien actif et multiforme à des groupes islamistes violents du Golfe et de Bosnie (6), etc.

Comment expliquer cette radicalisation de la politique améri-

(5) Ambassadeur en Éthiopie jusqu'au renversement de Mengistu, il sera nommé après un séjour à Washington ambassadeur en Érythrée à la fin 1992. Il est très enthousiaste sur les nouveaux dirigeants érythréens et éthiopiens.

(6) A voir l'expulsion respective des ambassadeurs du Soudan et des Émirats arabes unis en 1992. Sur la Bosnie et le Soudan au *Washington Post*, 22 septembre 1996.

caine, qui a su jusqu'à aujourd'hui faire preuve d'une toute autre flexibilité dans ses relations avec d'autres États aux pratiques éminemment contestables ou des mouvements engagés dans le terrorisme comme le FIS algérien après 1991 ? La réponse n'est pas simple. Certains analystes, islamistes ou non, expliquent que l'islam(isme) remplacerait dans l'imaginaire américain la menace communiste (7). D'autres soulignent plus modérément l'enjeu majeur qui se dessine derrière : le conflit israélo-palestinien et la sécurité en mer Rouge. Quelques-uns mettent en avant des préoccupations plus liées à la stabilité interne du Soudan avec un régime dont la violence ne donne que l'illusion d'un État fort.

L'administration américaine n'a guère pardonné au régime soudanais sa prise de position dans la guerre du Golfe. La réaffirmation de liens (8) avec l'Iran (Hashemi Rafsanjani fit une première visite remarquée à Khartoum en décembre 1991, sa délégation ayant une forte composante militaire et sécuritaire) n'a pu que radicaliser une inquiétude née des trop nombreux séjours de terroristes à Khartoum. Mais l'argument essentiel tient sans doute plus à l'impact de cet activisme sur le Proche-Orient. D'une part, la question israélienne est tout à fait centrale dans l'approche américaine de la région. Une déstabilisation du processus de paix qui a déjà tant de difficultés et du principal allié arabe, l'Égypte, où les islamistes (et autres opposants) sont pourtant réprimés avec la plus grande brutalité, est perçue comme un *casus belli* par Washington. C'est au nom de la même vision géopolitique qu'une sécurisation des rives érythréennes de la mer Rouge est jugée primordiale : le mot d'ordre nassérien, « faire de la mer Rouge un lac arabe », est on ne peut plus impopulaire au Département d'État. Cette attitude s'est évidemment durcie avec les premiers attentats aux États-Unis imputés aux islamistes, dans un pays où la menace a toujours été perçue comme venant de l'extérieur et non interne.

Il serait pourtant trop simple de ne concevoir l'attitude américaine que sous cette forme d'opposition résolue, drapée dans une morale internationale sur mesure. Washington est très conscient de la volonté de reconnaissance des islamistes soudanais et sait l'utiliser au mieux de ses intérêts bien compris car même si ces apprentis sorciers aiment convaincre les Français de leur hostilité irrévocable vis-à-vis de cet Occident américain, c'est quand même

(7) A. Lowrie, « The Campaign against Islam and American Foreign Policy », *Middle East Policy*, 4 (1 et 2).

(8) Il est vrai que la personnalité des ambassadeurs iraniens à Khartoum ne pouvait passer inaperçue. Le premier, Hassan Azâd, avait été auparavant chef des Pasdaran installés au Liban après avoir, sans doute, été impliqué dans la prise de

l'ambassade américaine à Téhéran en 1979... Outre une aide financière aux mouvements islamistes, les deux pays signèrent différents protocoles économiques et l'Iran fournit pour environ 300 millions de dollars les armes chinoises nécessaires à la plus grande offensive au Sud-Soudan depuis 1983.

vers Washington qu'ils se tournent pour montrer leur bonne volonté et leur modération. Un exemple parmi dix autres d'une soudaine souplesse américaine : en août 1996, l'administration Clinton suspendait la loi antiterroriste pour le Soudan afin de permettre à l'Occidental Petroleum Co. de négocier l'exploitation d'un champ de 2,5 milliards de barils de pétrole (9)...

Il est clair qu'une affirmation aussi bruyante de cette politique ne s'est pas faite sans les pressions conjuguées de ses alliés stratégiques dans la région (10) : Israël, l'Égypte et à un moindre degré l'Arabie saoudite.

L'implication israélienne est patente et militante dès le coup d'État et s'inscrit déjà dans une histoire relativement longue (11). Elle prend une forme plus visible dans le développement de relations étroites au niveau politique et sécuritaire avec les nouveaux régimes éthiopien et érythréen. Le problème des Falashas, réglé pour l'essentiel en avril-mai 1991, ne constitue pas le seul intérêt israélien dans la région ! De fait, Tel-Aviv n'a eu de cesse d'isoler un régime qui fournissait toutes les facilités aux membres du Hamas (et d'autres groupes radicaux palestiniens) et qui réussit à réconcilier cette organisation et le Fatah grâce à l'entremise de Hassan al-Tourabi. Cette forte hostilité israélienne n'a pas faibli au cours des années et donne quelque crédibilité aux déclarations de Khartoum sur des livraisons d'armes à l'opposition.

La position égyptienne est plus complexe ou confuse (12). Dans un premier temps, Le Caire a soutenu le nouveau régime à Khartoum pensant qu'il s'agissait d'un coup d'État nationaliste, n'émanant pas de ses sympathisants au sein de l'armée soudanaise, qui mettait fin à un régime pour lequel l'Égypte nourrissait une acrimonie certaine : difficile en effet pour un pouvoir militaire d'accepter une démocratie à sa porte d'autant que le Premier ministre soudanais se voulait un grand intellectuel islamique et maintenait (déjà) de bonnes relations avec l'Iran. La situation se modifia quelques mois plus tard, lorsque l'influence du FNI fut patente. Cependant prisonnière de sa première évaluation, la politique égyptienne ne sut jamais prendre une position claire jusqu'à l'attentat contre Hosni Moubarak en juin 1995 à Addis-Abeba.

Pendant plus de cinq années, l'Égypte accueillait l'opposition soudanaise mais lui refusait les moyens nécessaires à son organisation : crainte d'un régime civil faible qui ne saurait réprimer les

(9) Cette compagnie s'était montrée très généreuse envers les partis démocrate et républicain. Voir *Washington Post*, 23 et 24 janvier 1997, *New York Times*, 28 janvier 1997.

(10) Pour une vision plus historique, se reporter à Jeffrey A. Lefebvre, « Middle East Conflicts and Middle Level Power In-

tervention in the Horn of Africa », *Middle East Journal*, 50 (3), 1996.

(11) K. Shehim, « Israel-Ethiopian Relations : Change and Continuity », *Northeast African Studies*, 10 (1), 1988.

(12) F. Deng, « Egypt's Dilemmas on the Sudan », *Middle East Policy*, 4 (1 et 2), 1995.

islamistes, espoir de voir une mystérieuse fraction nationaliste de l'armée prendre le pouvoir à Khartoum, peur de voir le Sud-Soudan faire sécession en entraînant un changement radical de la gestion, ô combien stratégique, des eaux du Nil, incapacité des services de sécurité égyptiens (éventuellement noyautés) à reconnaître leur erreur. Toutes ces raisons ont sans doute eu une certaine validité.

Les relations avec Khartoum n'ont pas été au beau fixe pour autant. D'une part la presse, reflétant les préoccupations des dirigeants égyptiens face aux fournitures d'armes à leurs opposants islamistes, menait des campagnes aussi violentes que brèves contre le régime soudanais au point qu'un lecteur néophyte eût pu croire au déclenchement prochain d'une véritable confrontation. D'autre part, l'armée égyptienne occupait Halaïb en septembre 1992 en arguant du flou hérité de la période coloniale entre frontière administrative et politique ; dès lors, les incidents sans réelle conséquence autour de ce site fournissaient un bon indicateur de la qualité des relations entre les deux capitales.

Le basculement ne se produisit qu'après l'attentat manqué (13) contre le président égyptien lors d'un sommet de l'OUA de juin 1995. On peut d'ailleurs noter qu'il correspond aussi au moment où les Érythréens offraient une alternative au Caire à une opposition qui peinait à s'organiser efficacement. Si, depuis, la position égyptienne est plus claire, il ne faut pas pour autant mésestimer les liens profonds qui existent avec le Soudan (près 1,5 million de Soudanais vivent au Caire) et les enjeux stratégiques que représente ce pays pour l'Égypte. Les discussions au Conseil de sécurité sur les sanctions contre le Soudan, après le vote de la résolution 1070, illustrent assez bien cette gestion difficile d'intérêts divergents.

L'aspect le plus étonnant est sans doute l'attitude saoudienne d'une relative constance jusqu'au second semestre 1996. Très amère sur la position pro-irakienne dans la guerre du Golfe, inquiète des relations avec l'Iran et de la présence de personnalités islamistes comme Oussama Ben Laden, l'État saoudien a eu une attitude très réservée, sinon franchement hostile au régime islamiste à Khartoum. Cependant Riyadh n'aidait pas pour autant l'opposition, allant même jusqu'à susciter l'organisation d'une tendance hostile à son programme jugé trop laïc. Un réchauffement apparent pourtant prenait forme à l'automne 1996 avec la reprise d'une certaine coopération (envoi de 1 400 instituteurs soudanais) et la visite au début janvier du ministre des Relations extérieures

(13) Aucune preuve intangible de la responsabilité de l'État soudanais n'a été rendue publique ; beaucoup d'analystes y

voient plus l'action d'islamistes mobilisant les facilités de l'État. Voir *Africa confidential*, 36 (14), 7 juillet 1995.

et n° 2 du FNI, Ali Osman Mohamed Taha, dans la capitale saoudienne puis le déplacement d'une mission d'investisseurs quelques semaines plus tard. Sans doute, ne faut-il pas surinterpréter ce rapprochement. Khartoum a dû adopter une posture internationale plus conciliante après le vote du Conseil de sécurité et pourrait fort bien avoir fourni quelques renseignements de valeur sur certains réseaux islamistes en Arabie saoudite. De plus, devant l'accroissement de l'influence militaire et politique de l'APLS dans la stratégie de l'opposition, Riyadh peut vouloir marquer un certain mécontentement face à un alignement de l'opposition nord-soudanaise sur des positions jugées trop pro-américaines, voire israéliennes ou « africaines ».

Le Soudan islamiste a tenté de jouer un rôle ambitieux mais particulièrement controversé sans en avoir les bases matérielles. L'Iran, la Libye et l'Irak grâce au pétrole, la Syrie grâce à sa position géopolitique, peuvent jouer la déstabilisation du faible au fort car leur survie internationale est d'une certaine façon assurée pour ce qu'ils représentent en termes de marché ou de régulation d'un ordre régional jugé stratégique. Le Soudan a un PIB par habitant d'à peine 270 dollars, ses recettes officielles en devises couvrent difficilement les seules importations, sa dette est de 20,8 milliards de dollars : certes le FNI a sa propre cassette mais sa stratégie internationale nécessite le contrôle d'un appareil d'État qui ne soit pas aux abois tous les six mois à cause d'une expulsion imminente (certes toujours remise) du FMI. Ce talon d'Achille économique n'a pas manqué d'être utilisé à tout propos depuis bien longtemps pour inciter le Soudan à des positions conciliantes : les islamistes ont confondu avec naïveté leur capacité à mener leur politique comme mouvement et celle autrement plus complexe de valider leurs choix politiques dans l'arène internationale grâce à leur mainmise sur l'État.

Le retour de l'instabilité régionale

Le Soudan apparaissait comme le grand gagnant dans la re-composition régionale en mai 1991 même si déjà les questions abondaient sur les scénarios de divergence (14). En effet, les nouveaux régimes à Addis-Abeba, Asmara, N'Djamena étaient redevables à Khartoum, tant l'armée soudanaise avait collaboré avec eux. Évidemment, ces alliances potentielles étaient soumises à des conditions implicites que le FNI ne pouvait respecter, sauf à ab-

(14) R. Marchal, « L'invention d'un ordre régional », *Politique africaine*, 50, 1993.

diquer les prétentions régionales et internationales qui découlent de son « projet civilisationnel ». L'aide qu'il avait fournie à des mouvements marxistes laïcistes érythréen et éthiopiens ne visait pas seulement au renversement d'un régime honni pour le soutien qu'il apportait à l'APLS. Sa stratégie était plus complexe : elle visait à défaire cette grande Éthiopie chrétienne, « verrou chrétien à la pénétration de l'islam en terre africaine » diraient volontiers les islamistes, en créant un archipel d'États islamiques à sa dévotion puisque la communauté musulmane est la première numériquement en Éthiopie. L'indépendance érythréenne faisait à ses yeux sauter un interdit symbolique et devait conduire à l'avènement d'un pouvoir musulman. Dès janvier 1992, des combats opposaient les forces érythréennes à des commandos du mouvement islamique Jihad eritrea mais ce ne fut qu'après un accrochage nettement plus sérieux en décembre 1993 que les dirigeants érythréens accusèrent publiquement Khartoum d'entretenir la déstabilisation de leur pays grâce à des mercenaires étrangers ; les relations diplomatiques furent rompues en décembre 1994.

Depuis cette date, l'engagement érythréen aux côtés de l'opposition soudanaise ne fait guère de mystère : Asmara est devenue le quartier général de l'AND (Alliance nationale démocratique) depuis juin 1995, des camps et d'autres facilités ont été octroyés aux opposants sommés de mettre fin à leurs querelles byzantines et de reprendre l'initiative sur les terrains militaire et politique. Cette radicalisation de l'Érythrée doit s'analyser de plusieurs manières. Il y a tout d'abord une réelle inquiétude face à un activisme islamique qui risquerait de déboucher sur de violentes confrontations internes comme ce fut le cas durant la guerre de libération contre l'Éthiopie (15). Il y a également un choix géopolitique par rapport à son environnement arabe qui permet au régime érythréen de mener une politique intérieure (sans craindre les foudres des démocrates humanistes sincères de Washington). En maintenant d'excellentes relations avec Israël, Asmara ne gagne donc pas seulement une coopération agricole mais s'assure une grande complaisance occidentale pour se consolider et organiser le champ politique à sa manière. La France y trouve d'ailleurs son compte puisque sa présence à Djibouti n'est plus remise en cause comme ce fut le cas en septembre 1991 et qu'elle joue même un rôle de médiation apprécié dans le conflit qui oppose Érythrée et Yémen sur les îles Hanish (16).

(15) Voir les points de vue différents de S. Sishagne, « The Genesis of the Differences in the Eritrean Separatist Movement (1960-1970) », in T. Beyene, *Proceedings of the Eight International Conference of Ethiopian Studies*, volume 2, Addis-Abeba, Institute of Ethiopian Studies, 1987 et

1988, et de S. Poscia, *Eritrea, colonia tradita*, Rome, Edizione Associate, 1989.

(16) M. Lavergne, « Les relations yéméno-érythréennes à l'épreuve du conflit des Hanish », *Maghreb-Machrek*, 155, 1997.

La position éthiopienne a été pendant longtemps très mesurée vis-à-vis de Khartoum : le lancement de la grande offensive au Sud-Soudan en 1992 était inauguré par la prise de Pochala grâce à l'utilisation de milices éthiopiennes et au passage sur le territoire éthiopien de troupes soudanaises ; le SPLA fut expulsé d'Éthiopie, ce qui est à l'origine d'une crise interne durable et d'un considérable affaiblissement de son dispositif militaire comme en témoignent les victoires de Khartoum au Sud entre 1992 et 1995 (17).

Le basculement se produisit avec l'attentat contre Hosni Moubarak en juin 1995 : l'enquête menée alors par la Sécurité éthiopienne mit à jour les activités séditeuses menées sous le couvert d'organisations caritatives islamiques. De plus, Addis-Abeba était confronté de plus en plus directement à des incidents armés ou à des actes de terrorisme dont la responsabilité était revendiquée par des groupes politiques, islamistes ou non, qui ont pignon sur rue à Khartoum, des diverses organisations séparatistes oromo (18) au mouvement Al-Ittehat somalien très présent dans l'Ogaden éthiopien. Vu leur propre trajectoire, les dirigeants éthiopiens craignent donc avec raison de voir Khartoum jouer à nouveau le rôle de coordination de ses multiples oppositions armées. Comme dans le cas érythréen, il est sûr que leur positionnement géopolitique leur assure une rente de situation au moins tant que Khartoum persistera dans ses aventures militaires au-delà de ses frontières : le nombre de journalistes emprisonnés et l'attitude musclée contre leurs opposants politiques auraient dû, dans un contexte différent, provoquer toutes autres protestations internationales.

Aujourd'hui même si l'attitude officielle demeure purement diplomatique (saisine du Conseil de sécurité, de l'organe de prévention des conflits de l'OUA, etc.), il est patent que l'AND dispose en Éthiopie de facilités logistiques pour les affrontements qui se déroulent dans la province du Nil bleu (Kurmuk, etc.).

Le Tchad maintient jusqu'à aujourd'hui des relations normales avec le Soudan. Idriss Deby doit à Khartoum la sécurisation de sa frontière orientale ainsi que le vote « très ordonné » des 300 000 réfugiés tchadiens dans le Darfour lors des élections présidentielles. Mais cette alliance n'est pas sans nuages. Suivant l'affaiblissement relatif des factions armées tchadiennes (FNT, CNR, ANT) qui ont élu résidence dans cette partie du Soudan, le président tchadien fait preuve d'un peu plus d'acrimonie face aux agissements de certaines confréries ou de centres culturels sponsorisés par les islamistes soudanais. Comme Qaddafi, il n'hésite guère lors de ses voyages à l'intérieur du pays à s'en prendre aux islamistes tentant

(17) R. Marchal, « Chronique d'une guerre oubliée », *L'Afrique politique 1995*, Paris, Karthala, 1995.

(18) P. Baxter, J. Hultin, A. Triulzi,

Being and Becoming Oromo. Historical and Anthropological Enquiries, Lawrenceville, Asmara, Red Sea Press, 1996.

de susciter des troubles confessionnels qui auraient d'emblée une répercussion régionale au Tchad. Au-delà des activités de réseaux français, une bonne part de l'amabilité de Paris pour Khartoum tient d'ailleurs à ce pouvoir de déstabilisation que pourrait facilement avoir le Soudan sur un régime tchadien contesté mais qui constitue un glacis protecteur pour l'Afrique de l'Ouest.

La posture des autres pays voisins du Soudan est, pour l'essentiel, défini par le conflit au Sud-Soudan, même si l'activisme islamiste n'est pas résiduel au Kenya et en Ouganda. Ce dernier pays a en effet également rompu les relations diplomatiques avec Khartoum en avril 1995. Depuis plusieurs années, les relations entre les deux pays s'étaient considérablement détériorées. Le Soudan accusait l'Ouganda de servir de base arrière à l'APLS. Kampala rétorquait avec d'aussi bons arguments que les islamistes soudanais encadraient les différents mouvements de rébellion issus de la période Idi Amin ou Obote, comme la Brigade islamique de Juma Oris, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony, ou le plus énigmatique Front de la Rive occidentale du Nil (WBNF), sans évoquer le Tabligh. L'avancée significative de l'APLS au Sud-Soudan depuis le début de l'année 1997 (reprise de Kaya, Yei, Kajo-Kaji) laisse penser que l'armée ougandaise n'est pas totalement inactive.

Les relations avec la Centrafrique et le Zaïre sont du même ordre. Le Soudan joue un rôle significatif dans la contrebande d'or et de pierres précieuses et monnaie auprès des dirigeants de ces deux pays des facilités logistiques, qui permettent à l'armée soudanaise d'arriver en Équatoria occidentale sans aucun problème. Sans doute l'hostilité du président ougandais au maréchal Mobutu eût été moins forte, si ce dernier avait refusé l'utilisation d'aéroports et de routes aux islamistes. Le Kenya est le seul pays qui entretienne encore des relations presque cordiales avec Khartoum. L'explication en est peut-être l'antipathie que nourrit le président Arap Moi pour son homologue ougandais et la relative faiblesse des activités islamistes, malgré quelques incidents sur la Côte notamment à Mombasa.

L'impossible stabilisation de la Corne ?

Ce trop rapide survol permet de faire deux brèves remarques conclusives. Un aspect a été fort peu étudié ici mais serait tout à fait éclairant sur les contradictions qui secouent les islamistes, ou pour le dire autrement, sur la difficile cogestion des intérêts de l'État islamiste et du FNI. Jusqu'aux élections de 1995 qui marquent l'échec des tentatives d'élargissement du pouvoir, la diplo-

matie officielle est représentée par un non-islamiste mais reste subordonnée à une diplomatie populaire qui inquiète souvent les fonctionnaires soudanais, peu habitués à des tâches partisans et clandestines. Cette administration a été considérablement épurée mais n'obéit pas pour autant aveuglément. On pourrait également citer les déclarations contradictoires à propos d'une proposition en février 1997 de médiation par cheikh Zayed ibn Sultan al-Nahayan, le dirigeant des Émirats arabes unis : Hassan al-Tourabi s'y oppose mais le ministère des Relations extérieures l'approuve en rappelant que la diplomatie est conduite par le président et le ministre. Ces contradictions montrent que, comme dans le cas de l'Iran du début des années 50, il y a une grande difficulté à marier une logique d'État et un projet eschatologique : Mosaddeq avait dû rompre avec les Fedayin -e islam, créant ainsi les conditions pour le coup d'État de la CIA (19).

La fin de la tension Est-Ouest s'est soldée par un relatif désengagement américain de la Corne de l'Afrique. Aujourd'hui, il semble que le réaligement des États de la région se fasse suivant des logiques définies par les péripéties des conflits au Proche-Orient (Iran, Irak, Israël, Yémen, Arabie saoudite, Égypte) moins à cause du vide créé que par la permanence de contacts, d'influences et de polarisation économique. Faut-il franchir le pas jusqu'à dire que la Corne n'est pas seulement un sous-système régional hautement perméable aux influences proche-orientales mais leur est subordonnée ?

Roland Marchal
CNRS, CERI

Oussama Osman
Université de Khartoum*

(19) Y. Richard, « Base idéologique du conflit entre Mosaddeq et l'ayatollah Kâshani », in J.-P. Digard (éd.), *Le Cuisinier et le philosophe. Hommages à Maxime*

Rodinson, Paris, Maisonneuve et Larose, 1982.

* Professeur à l'Université de Khartoum, décédé en juin 1992.